

ATELIERS « Initiation à la recherche » (2A- 2020-2021)

1. Catégorisations et mobilisations collectives

Encadrement:

Mayada Madbouly, Doctorante en science politique, Université de Nanterre ISP

Bérengère Savinel, Doctorante en science politique, ATER Sciences Po Toulouse

Mathilde Zederman, Docteure en science politique, ATER Sciences Po Toulouse

Descriptif:

Au nom de quoi se mobilise-t-on ? « Féministes », « militantes de la cause des femmes », ou de la « cause des mères » ? En tant que « migrant.e.s », « réfugié.e.s », « descendant.e.s de l'immigration », « racisé.e.s », ou « sans-papiers » ? En tant qu' « acteur.e.s religieux », « ouvrier.e.s », « étudiant.e.s », « précaires », « LGBT », ou en tant qu' « habitant.e.s » d'un quartier ? Se mobilise-t-on au nom d'une identification assignée, de discriminations subies, et/ou de labels revendiqués ? Comment ces catégories sont-elles choisies, produites, réappropriées, et/ou contestées, et par quels agents (militant.e.s, pouvoirs publics, acteurs privés, chercheur.e.s, etc.) ? Sous quelles formes ces stratégies d'identification affectent-elles alors les modalités et les effets de l'action collective ?

À partir de différents cas d'étude portant sur des mobilisations pouvant aussi bien concerner des agents minorisés dans les rapports sociaux (de sexe, de classe, de race, etc.) que des agents dominant.e.s dans l'espace social, cet atelier vise à s'interroger sur les conditions de construction des catégories, et l'influence de ces labels d'identification sur l'action collective.

D'un point de vue pédagogique, l'atelier permettra d'une part d'approfondir la sociologie des mobilisations et de l'action collective, à travers l'étude des carrières militantes, des discours, des répertoires d'action collective, etc. D'autre part, l'atelier vise à initier les étudiant.e.s à des questionnements épistémologiques, à travers la réflexivité autour de la production des catégories.

D'un point de vue méthodologique, l'atelier permettra aux étudiant.e.s de poursuivre leur apprentissage des différentes techniques d'enquête (observations participantes, entretiens, collectes de documents des mouvements à l'étude et critique de ces sources, rédaction de journaux de terrain, archives orales, audiovisuelles, analyse des réseaux sociaux, etc.)

L'encadrement de l'atelier combine des séances en présentiel et un suivi distanciel des travaux des différents groupes. Chaque groupe sera composé de 4-5 étudiant.e.s. Le mode d'évaluation consistera en un travail écrit d'une vingtaine de pages. Cependant, des modalités alternatives de restitution (journée d'étude, documentaire, exposition photo, etc.) pourront être envisagées, tant qu'elles souscrivent aux prérequis académiques.

2. Croire dans la ville

Encadrement:

Yves Pourcher, professeur d'anthropologie politique à Sciences Po Toulouse, LaSSP

Descriptif :

Cet atelier observera les différentes formes et expressions du religieux dans la ville. Il s'agira de noter les manifestations de prosélytisme, de regroupements, de célébrations et de rituels. Grâce à une ethnographie des moments, des lieux et des rassemblements sera étudiée et analysée la dynamique du changement religieux appréhendé dans toute sa diversité.

Cet atelier complètera le cours magistral d'anthropologie de 2^e année

3. Controverses de l'anthropocène :enjeux d'écologie politique contemporains

Encadrement:

- **Jérémie Cavé**, chercheur indépendant en écologie urbaine, docteur en aménagement urbain (LATTs / ENPC)

Descriptif :

Entre récents appels à une écologie de communion (cf. appel de N. Hulot "[le temps est venu](#)") et une revendication de questions écologiques qui divisent ([Charbonnier 2020](#)), la question de la place des enjeux environnementaux dans la vie politique française et européenne est d'une actualité brûlante.

Le propos de cet atelier consiste donc à inviter des groupes d'étudiant.e.s à s'emparer de sujets écologiques clivants afin d'en cerner les tenants et aboutissants, par le croisement d'une enquête empirique auprès d'échantillons de la population et d'un travail réflexif à partir de références théoriques et méthodologiques *ad hoc* (Latour, Illich, Descola, Morin, Castoriadis, Martinez-Alier, Gorz, Simondon, Jonas, Grothendieck, Latouche, Tarde, etc.)

Les controverses examinées pourront être choisies parmi les suivantes :

- L'usage d'organismes génétiquement modifiés en agriculture pour éviter les pénuries
- Remise en cause du progrès technique : un retour à la bougie ?
- Le recours à l'énergie nucléaire pour lutter contre le changement climatique
- Le remplacement de la flotte automobile actuelle par des véhicules électriques
- La taxe carbone : efficacité climatique Vs justice sociale
- Crise de la démocratie représentative : vers un totalitarisme vert ?
- La science n'est pas neutre & l'essor des « pseudo-sciences »
- Affreux, sales et méchants : les pauvres sont-ils plus polluants ?
- Les collapsologues : prophètes d'apocalypse, lanceurs d'alerte ou saboteurs des luttes ?
- Les antroposophes et autres « colibris » : un renoncement sectaire aux valeurs républicaines ?

L'ouvrage de B. Latour *Enquête sur les modes d'existence* servira de cadre épistémologique d'ensemble, conduisant les étudiant.e.s à décrypter les valeurs multiples et contradictoires de nos contemporains, à reconnaître l'existence de plusieurs régimes de vérité, de plusieurs types de raison en vue de revisiter le cœur de notre vie collective : les sciences, les techniques, le droit, la religion, la politique et l'économie.

Sur le plan méthodologique, l'atelier conduira les étudiant.e.s à : participer à une réflexion dans le cadre d'une problématique de recherche, constituer et gérer des références bibliographiques, mener une enquête de terrain, déployer différentes techniques d'enquête, restituer leur travail sous la forme d'une présentation publique.

Sur le plan pédagogique, l'atelier permettra de remettre en perspective un certain nombre de débats actuels, dans une approche multi-disciplinaire (énergétiques, agricoles, industriels, technologiques, commerciaux). Cet atelier complètera le cours magistral « Villes & Environnement » de 2^e année, par la constitution d'un corpus théorique et l'initiation à différentes techniques d'enquête de terrain.

4. Comment gérer la création d'un précédent en droit électoral ? Analyse de l'organisation des élections municipales 2020, entre gestion de crise, jeux politiques et droit électoral.

Encadrement:

- **Jérémie Nollet**, Maître de conférences en science politique, IEP Toulouse, LaSSP
- **Cédric Groulier**, Maître de conférences en droit public, IEP Toulouse, LaSSP

Descriptif :

Les élections municipales programmées les 15 et 21 mars 2020, interrompues par l'épidémie de COVID-19 et la politique de confinement, posent **des problèmes de droit, dont certains sont inédits dans l'histoire électorale française** : peut-on reporter *in extremis* des élections déjà convoquées ? peut-on interrompre un processus électoral entre les deux tours ? Peut-on en décaler le calendrier ? Dans quelles conditions les résultats du premier tour peuvent-ils être définitivement acquis ? Un report très lointain du second tour aurait-il des conséquences sur la sincérité du scrutin ? Faut-il réorganiser les deux tours ?

Outre leur caractère inédit, ces questions sont intéressantes pour deux raisons. D'une part, aucune réponse juridique simple ne s'impose. Les prises de positions publiques de juristes sur cette question ont révélé un défaut radical de consensus. **En l'absence de vision claire sur "ce que dit le droit"**, le pouvoir exécutif dispose alors de grandes marges d'interprétation, et donc de manœuvre, pour décider des suites du processus électoral.

D'autre part, **ces questions apparaissent indissociablement comme juridiques et politiques**. Si l'organisation des élections est bien sûr régie par le droit électoral, elle a aussi donné lieu à d'intenses jeux politiques : pression de certains groupes politiques au maintien du 1er tour (le président du Sénat, l'Association des maires de France), ou, à l'inverse, appels au report du 1er tour (notamment de présidents de régions), et même, dans certains cas, appels au maintien du 2nd tour malgré la mise en place du confinement (par exemple par la maire sortante de Montauban).

L'enjeu pédagogique de l'atelier est de **comprendre comment se "fabrique" la mise en forme juridique de l'organisation de l'élection de 2020** dans une conjoncture de forte incertitude (sanitaire, juridique...). Plus précisément, l'atelier étudie comment s'ouvre (et se structure) l'espace des décisions possibles concernant l'organisation du scrutin, puis comment il se referme (ie comment les décisions sont prises, avec quelles implications), et enfin comment cette décision est légitimée pendant et après le processus (pour lui donner la "force du droit"). Pour le dire d'un mot, il s'agit d'**analyser comment est gérée la création d'un précédent en droit électoral**, c'est-à-dire comment une interprétation du droit qui pourrait faire autorité à l'avenir pour la résolution de situations similaires est élaborée, actée et légitimée, à l'issue d'un processus où se rencontrent des logiques hétérogènes (conformité au droit existant, intérêts politiques, etc.).

L'atelier repose sur deux chantiers de recherche, qui croiseront chacun les approches juridiques et de science politique :

1) analyse juridique et sociologique des enjeux d'interprétation parmi les juristes, mais aussi les acteurs politiques, dans la semaine qui précède le 1er tour et celle qui suit.

Analyse juridique : constitution d'un corpus de référence sur le cadre juridique des élections municipales (droit positif, jurisprudence, notes, communiqués de presse institutionnels...), recueil d'articles de doctrine dans des revues spécialisées, et analyse de

doctrine sur la théorie de l'interprétation en droit (réalisme vs. idéalisme, interprétation authentique...)

Analyse de science politique : constitution d'un corpus de prises de position (tribunes, interviews, blogs, etc.) des différents acteurs sociaux intervenant sur cette question (juristes, agents politiques, etc.), objectivation de ces locuteurs (description selon les variables sociologiques pertinentes pour comprendre la logique de leur prise de position)...

2) analyse juridique et sociologique du contentieux généré par cette situation

Analyse juridique : identification des contentieux formés contre ces élections, analyse des moyens de droit, analyse des solutions et de leur motivation (contextualisation jurisprudentielle...)

Analyse de science politique : entretien avec les acteurs du contentieux pour comprendre pourquoi ils contestent, comment ils argumentent, etc.

Objectifs pédagogiques de l'atelier:

comprendre les enjeux sociaux du droit et la dimension juridique des processus politiques
apprentissage des outils d'analyse juridique (textes de référence, bases de données Legifrance et sites institutionnels, doctrine...)

apprentissage des techniques d'analyse sociologique : analyse de contenu, sociographie, entretiens semi directifs.

Livrables attendus:

livrables intermédiaires : matériaux empiriques (corpus, entretiens...), états d'avancement du travail.

livrables finaux : rapports de groupe et individuels.

5. Loisirs enfantins, primes socialisations et pratiques éducatives parentales

Encadrement :

Christine MENNESSON, Professeure en sociologie, IEP Toulouse, LaSSP

Descriptif

La socialisation familiale, bien que concurrencée par d'autres sphères socialisatrices, joue toujours un rôle central dans la transmission de dispositions socialement situées et sexuées. Les pratiques éducatives familiales varient en effet selon la position sociale des familles et le sexe des enfants. Les filles et les garçons développent ainsi des compétences sociales, cognitives ou encore motrices, plus ou moins proches de celles valorisées dans le système scolaire. Cette socialisation familiale est d'autant plus forte que les enfants sont jeunes et fortement dépendants de leurs parents.

Dans un contexte où la reproduction des positions sociales reste incertaine, les parents des classes moyennes et favorisées mettent en place des stratégies d'inculcation systématique, en investissant notamment de plus en plus tôt les loisirs culturels et sportifs. Cet intérêt parental converge avec le développement d'un marché des loisirs enfantins en pleine expansion. Cet atelier s'intéresse plus précisément aux activités de loisirs proposées aux très jeunes enfants (éveil musical pour les moins de 3 ans, éveil corporel parfois proposé dès 18 mois ou encore familiarisation précoce aux langues étrangères).

A partir d'observations de séances et d'entretiens avec les parents, l'enquête réalisée en petits groupes sera l'occasion de mieux cerner les propriétés sociales, les styles de vie et les pratiques éducatives des parents qui investissent ce nouveau marché éducatif de la petite enfance.

6. Le développement socio-économique de Toulouse: passé, présent, futur

Coordination et intervenants :

- **Stefano UGOLINI**, Maître de Conférences en sciences économiques, IEP Toulouse, LEREPS, coordinateur
- **Rachel LEVY**, Maître de Conférences en Science Economique, IUT Auch, Université Toulouse 3 Paul Sabatier, LEREPS
- **Joël CARREIRAS**, Ingénieur de recherche, secrétaire général du LEREPS, Université Toulouse 1 Capitole

Descriptif

- **Groupes 1 et 2: « Développement et défi climatique : quelles perceptions auprès des jeunes toulousains ? »**: travail d'enquête (sous forme d'entretiens semi-directifs) auprès d'un établissement scolaire toulousain (le lycée d'Auzeville). Atelier dirigé par Rachel LEVY.

Groupes 1 et 2 - Cet atelier se focalise sur la question de l'enseignement et ses publics face au défi du changement climatique. Il s'agira d'accomplir une analyse socio-économique de la contribution d'un dispositif de formation à la mise en œuvre de « Solutions Fondées sur la Nature » (SFN) : comment la jeunesse se positionne réellement vis-à-vis des SFN ? la jeunesse est-elle vraiment prête à changer ses habitudes et ses comportements ? quel rôle peut jouer l'Ecole pour accompagner ces changements ? de façon plus générale, le milieu scolaire peut-il être un espace d'élaboration de valeurs environnementales communes et d'invention de nouvelles formes de gouvernance à partir desquelles concevoir la mise en place des SFN ?

Les participants conduiront une étude exploratoire à partir d'un public scolaire BTS de l'EN : ils élaboreront un questionnaire pour identifier les représentations et la manière dont elles structurent les croyances des jeunes sur le changement climatique ; ils appliqueront le questionnaire dans des classes ; ils traiteront enfin le matériel recueilli en utilisant des techniques basiques d'analyse des réseaux sociaux.

- **Groupes 3 et 4: « Gouverner le développement économique dans Toulouse Métropole »**: travail de recensement des textes réglementaires, d'interviews d'élus et de réflexion sur des thématiques d'actualité locale. Atelier dirigé par Joël CARREIRAS.

. **Groupe 3 – « Les collectivités territoriales face à la crise sanitaire »**: travail de recensement des mesures engagées par les collectivités locales.

La Région Occitanie, le Département de la Haute-Garonne, la ville de Toulouse et sa Métropole ont accompagné, depuis le déclenchement de la crise COVID 19, les décisions et mesures sanitaires engagées par l'Etat. Dans le même esprit, face aux conséquences économiques et sociales engendrées par cette crise dont il reste encore difficile de mesurer tous les effets, ces mêmes collectivités ont décidé de contribuer au souci de cohésion sociale,

au soutien de l'activité économique et à l'anticipation des difficultés. De ces trois dimensions - sociale, économique et sanitaire - il s'agira de proposer une synthèse des politiques mises en œuvre et d'en mesurer le cas échéant les complémentarités.

La méthode nécessitera un travail de recensement et d'appropriation.

Groupe 4 - « l'enjeu urbain de la 3^{ème} ligne de métro à Toulouse » : étude de cas autour d'une station prévue sur le corridor.

Le projet de 3^{ème} ligne de métro de la Métropole de Toulouse va mettre à l'ordre du jour la question de l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme au corridor de son tracé. L'objet de ce travail est d'en examiner la procédure et le calendrier de mise en œuvre puis d'en étudier les enjeux au regard d'un terrain d'application relevant de la zone d'influence d'une station prévue par le tracé.

La méthode nécessitera un travail d'appropriation et de consultation de travaux : rapport de l'enquête publique ; documents produits par le Syndicat des transports ou par l'Agence d'Urbanisme. Elle s'attachera également à un travail de consultation de personnes ressources : chefs de projet Tisseo Collectivités (SMTc) et Tisseo Ingénierie (SMAT) et éventuellement élus locaux ; associations d'usagers et de riverains ; partenaires Agence d'urbanisme.

- **Groupe 5: « Histoire du développement économique local: la succursale de Toulouse de la Banque de France au XIX^e siècle »**: travail de dépouillement de fonds d'archives (conservés aux Archives départementales de la Haute-Garonne) portant sur les procès-verbaux du conseil d'administration la succursale de Toulouse de la Banque de France. Atelier dirigé par Stefano UGOLINI.

Groupe 5 - Jusqu'à la deuxième moitié du XX^e siècle, les banques centrales ne se limitaient pas à financer indirectement l'activité économique comme elles le font aujourd'hui (par des opérations d'achat et vente d'actifs cotés sur les marchés financiers). Parmi les banques centrales européenne, la Banque de France a été celle qui a le plus développé sa mission de financement direct des activités économiques nationales à travers son dense réseau de succursales et agences sur l'ensemble du territoire métropolitain. Néanmoins, l'histoire de l'action territorialisée de la banque centrale en France reste à écrire.

Cet atelier vise à fournir des éclairages sur ce sujet sur la base d'un fonds documentaire resté inutilisé jusqu'à présent : les procès-verbaux du conseil d'administration la succursale de Toulouse de la Banque de France, conservés aux Archives départementales de la Haute-Garonne (sises à Toulouse, près du Pont des Demoiselles). Il s'agira de dépouiller cette source pour la période suivant la fondation de la succursale (2^e moitié du XIX^e siècle) ; de collecter systématiquement les données statistiques qui y sont reportées ; remettre ces données dans leur contexte historique à travers la lecture de la bibliographie secondaire disponible sur la Banque de France ; dresser enfin un petit mémoire de recherche présentant les résultats de l'investigation.

7. La pandémie comme révélateur du social

Coordination et intervenants :

- **Olivier Baisnée**, Maître de Conférences en science politique, IEP Toulouse, LaSSP
- **Simon Tordjman**, Maître de Conférences en science politique, IEP Toulouse, LaSSP

L'atelier se propose de se situer dans le sillage du travail d'Eric Klinenberg (*Heat Wave, A Social Autopsy of Disaster in Chicago*, University of Chicago Press) en se saisissant de la pandémie de covid19 comme d'un révélateur d'un état donné du social à Toulouse. Cette circonstance exceptionnelle devrait permettre d'étudier et de mettre en évidence de manière crue des phénomènes sociaux autrement plus silencieux. Comme l'ont montré les premières données de l'INSEE¹ et de l'INED² la pandémie et la période de confinement ont exacerbé un certain nombre d'inégalités sociales : inégalités devant la mort, devant l'accès aux soins, inégalité dans le rapport à l'institution scolaire, devant le numérique, dans le travail, etc. Par-delà les seules mesures institutionnelles et réglementaires, elles suggèrent alors de considérer les « infrastructures sociales » (Klinenberg) comme autant de facteurs de vulnérabilité ou de résilience face à la pandémie.

Ce sont toutes ces dimensions que l'atelier se proposera d'étudier sur la base d'enquêtes empiriques collectives dont les objets seront arrêtés au début de l'atelier.

¹ https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/06/19/confinement-quatre-graphiques-qui-montrent-que-les-plus-pauvres-ont-le-plus-souffert_6043505_4355770.html?fbclid=IwAR3HGxW7TT7BmgVo3Pzl2VxIhJAGJtiN77RhPb2DygrEq-aG5EGF12kD14k

² https://www.lexpress.fr/actualite/societe/sante/surmortalite-du-covid-19-en-seine-saint-denis-l-ined-avance-des-discriminations-ethno-raciales_2129376.html